



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Baromètre BODACC

Baromètre

Ventes et cessions de fonds de commerce

(Bâtiment, commerce, industrie ou services)

**Annonces publiées au BODACC
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015**

Direction de l'**information légale et administrative**



La référence au service du public

Moins de 40 000 transmissions de fonds de commerce en 2015 pour une valeur moyenne proche de 180 000 €

La restauration sans appétit

Dans un contexte économique encore fragile et ébranlé par les attentats de janvier et novembre, le PIB français a progressé de 1,1 % en 2015. Cette croissance reste encore molle. Or c'est bien un coup de mou que connaît le marché de la transmission de fonds de commerce. **Un peu moins de 40 000 activités ont changé de mains**, c'est un chiffre en recul de 9,1 % sur un an et **inférieur de 10 % à la moyenne des cinq dernières années**. Le commerce de détail et la restauration, traditionnellement les plus nombreux, comptabilisent cette année encore à eux seuls 16 000 transactions. Mais la restauration connaît depuis trois ans un recul sensible du nombre d'opérations tombant de plus de 10 000 reprises en 2012 à moins de 8 000 en 2015. C'est là une explication de la baisse du nombre de transactions en 2015. En effet, corrigé des opérations atypiques ou non récurrentes, comme c'était par exemple le cas dans le commerce de magasins multi-rayons en 2014, le volume des échanges n'aurait reculé que d'un millier d'unités en 2015 et les deux tiers seraient imputables à la seule activité de restauration.

La reprise est encore portée par des **créateurs d'entreprises, à 46 %**. Cependant, ce taux, qui était encore de 54 % en 2011, a tendance à baisser sur cinq ans. Le recul des achats de fonds de commerce dans la restauration explique là encore pour partie cet effritement : 80 % des activités de restauration sont en effet reprises dans le cadre d'une création d'entreprise.

La valeur moyenne des transactions accuse une baisse de 5,1 % sur un an, juste sous les 180 000 €. Ce montant est **inférieur de 10 000 € à la moyenne des cinq dernières années** mais demeure au-dessus des valeurs enregistrées sur les années 2008 à 2010 (175 000 €). C'est dans la pharmacie que les prix sont en moyenne les plus élevés (1 062 000 €). Les valorisations approchent 370 000 € dans l'hôtellerie, 260 000 € dans l'optique, 200 000 € en boulangerie. Les fonds se sont échangés autour de 160 000 € en restauration traditionnelle ou débits de boissons, 140 000 € dans l'habillement de détail, 100 000 € en maçonnerie générale, 80 000 € en restauration rapide et sous les 60 000 € en coiffure ou soins de beauté. Rapportés au chiffre d'affaires du vendeur, ces prix représentent en moyenne quatre mois à un an d'activité.

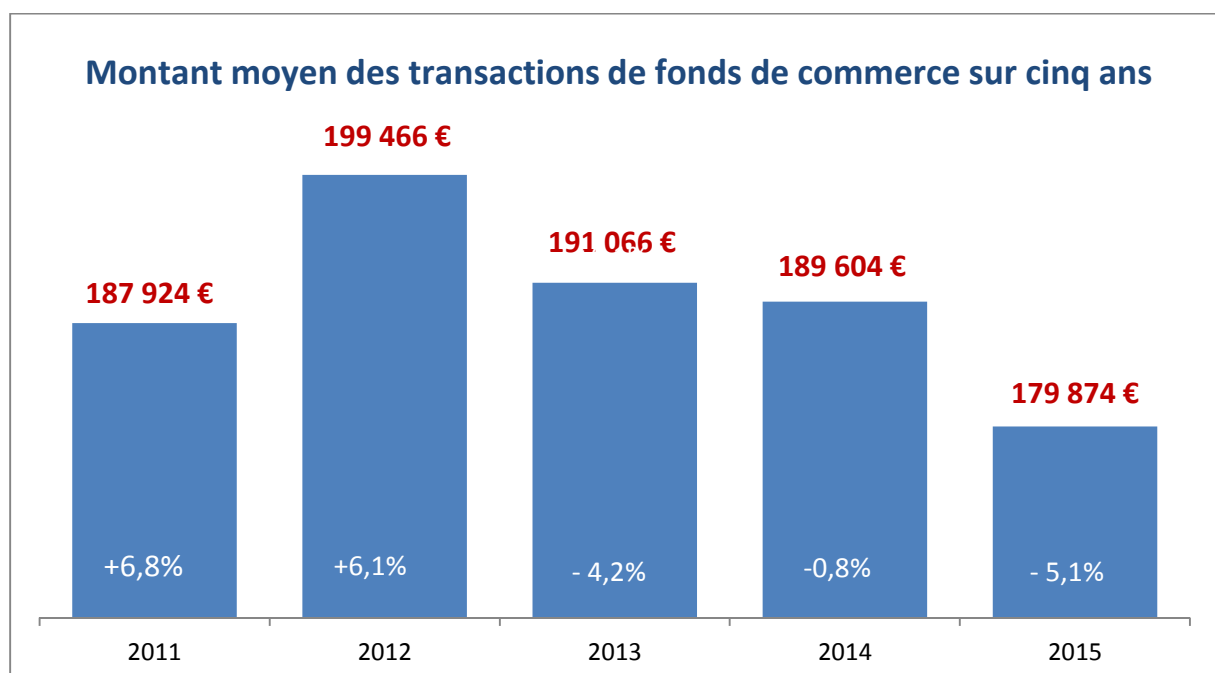
Analyse baromètre BODACC

Une valorisation en retrait de 5 %

Bloquée à 175 000 € de 2008 à 2010, la valorisation des fonds de commerce avait franchi le seuil des 180 000 € à partir de 2011 jusqu'à approcher 200 000 € en 2012, dopée par des PME soucieuses d'accélérer leur développement par des opérations de croissance externe. Depuis, le prix de cession s'effrite mais il s'établit encore aux environs de 190 000 € en moyenne sur cinq ans. En 2015, la valorisation s'inscrit à nouveau en baisse et se fixe aux environs de 180 000 €, en retrait de 5,1 % par rapport à 2014 mais aussi par rapport à la moyenne sur cinq ans.

Les prix, en recul dans la plupart des secteurs, augmentent cependant à la fois sur un an et sur cinq ans pour quelques activités. C'est le cas, en particulier, des travaux publics (428 000 €), des services informatiques comme l'hébergement (334 000 €) ou des voyages (178 000 €).

Sur le territoire, trois régions tirent les prix au-delà de 200 000 € : Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Ces deux dernières enregistrent même une hausse sur un an et sur cinq ans.



Des créations d'entreprises par reprise d'un fonds, davantage pérennes

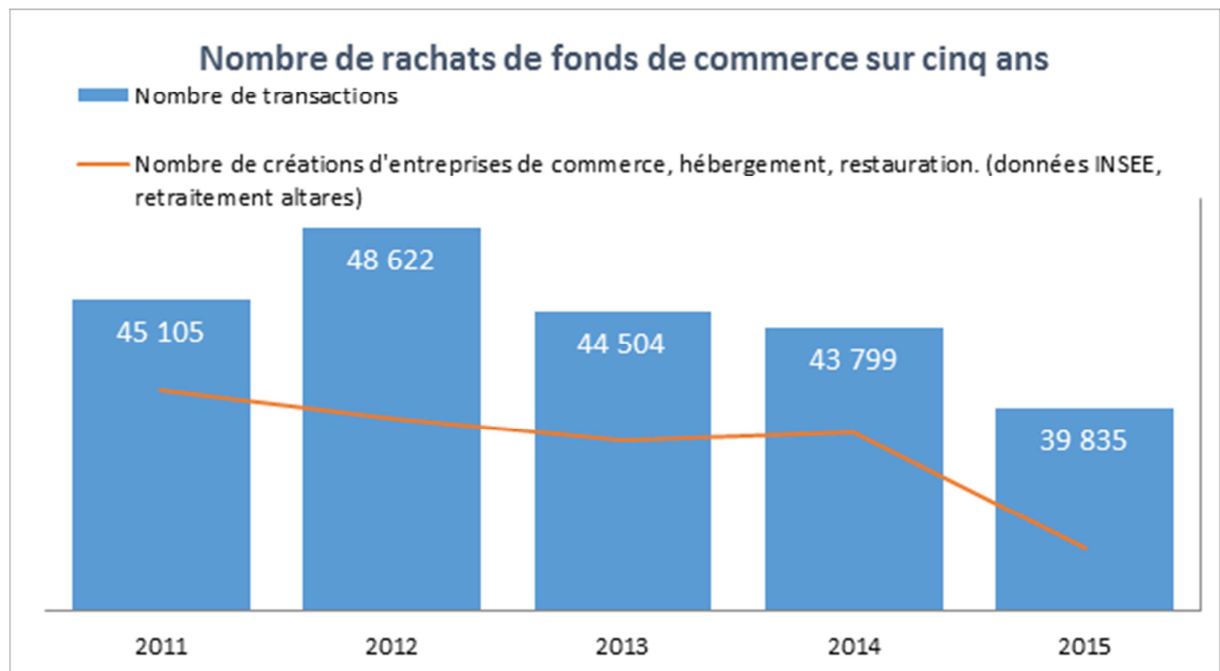
En 2015, le nombre de reprises de fonds de commerce accuse une chute sensible par rapport à 2014 (- 9,1 %) tombant juste sous le seuil des 40 000 (39 835). Ce nombre est significativement en dessous de la moyenne sur cinq ans (44 000), étayée par une année 2012 très dynamique avec plus de 48 000 reprises et de nombreux mouvements dans la grande distribution enregistrés en 2014.

Dans un périmètre comparable, corrigé des valeurs atypiques, le nombre de reprises reculerait en 2015 de 2,6 %. La baisse serait même deux fois moindre (- 1,3 %) hors activité restauration.

Si le nombre de repreneurs recule légèrement, ces reprises conservent une remarquable pérennité. En effet, près de 88 % de l'ensemble des repreneurs du millésime 2011 sont encore actifs en 2015 soit cinq ans plus tard, taux déjà observé sur les millésimes précédents.

Les seuls repreneurs créateurs de ce millésime 2011 sont encore 85 % à être toujours debout cinq ans après. La création d'une entreprise par reprise d'un fonds de commerce demeure donc bien davantage pérenne que l'ensemble des créations.

Rappelons que l'INSEE observe un taux de survie à cinq ans des entreprises créées en 2006 de seulement 51,5 %.



Une valeur moyenne en hausse sur les entreprises sans salarié

En comparaison de la moyenne à cinq ans comme des valeurs 2014, les valorisations des fonds de commerce s'abaissent quelle que soit la taille de l'entreprise.

Toutefois, les prix des fonds des **très petites entreprises** (TPE) ont davantage résisté (162 700 €) et se sont même appréciés pour celles ne comptant pas de salarié. Les **acheteurs sans salarié** ont déboursé plus de 184 000 € pour acquérir un fonds de commerce. C'est 7 000 € de plus sur un an et 25 000 € par rapport à la moyenne sur cinq ans. Cela concerne essentiellement des microentreprises de commerce de détail tel que l'habillement, l'alimentation, l'équipement du foyer ou les débits de boissons.

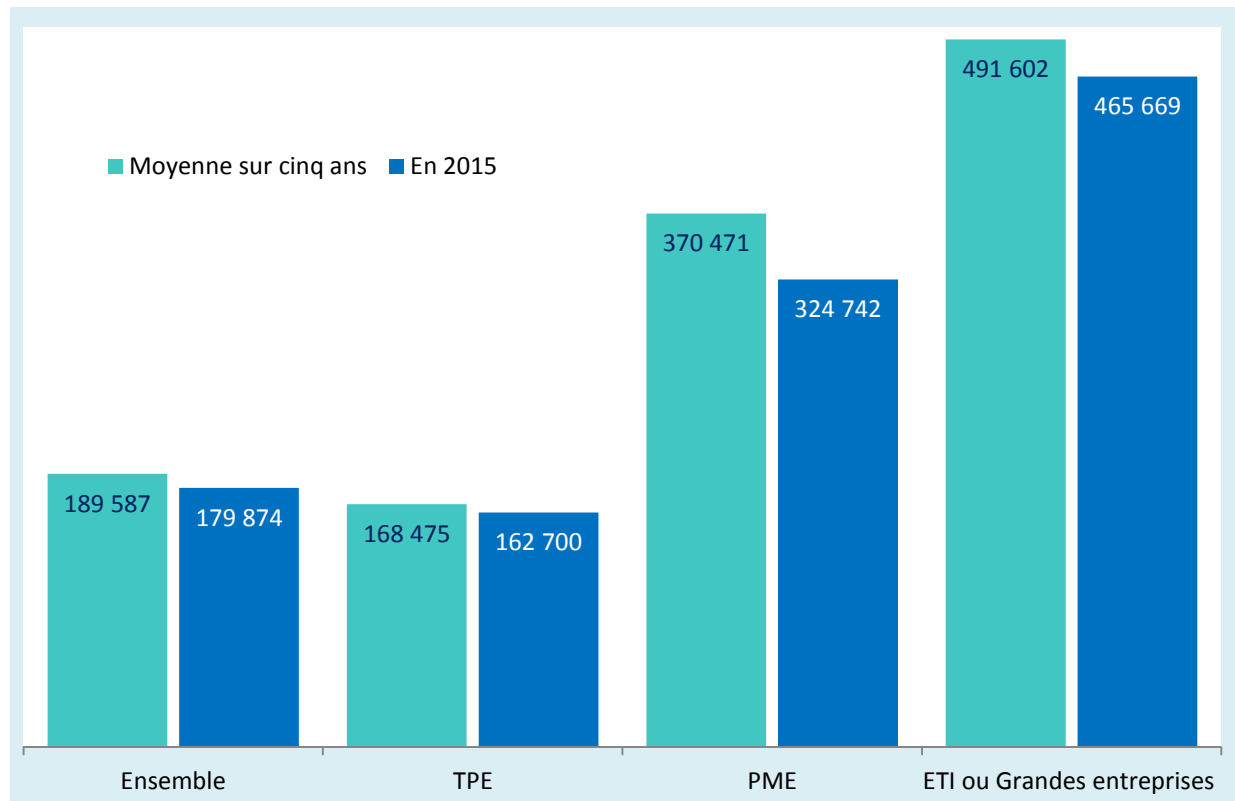
Les activités les plus importantes se sont elles aussi renchériées sur 2015 après avoir chuté en 2014. Les **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) ont ainsi racheté les fonds de commerce 466 000 € en moyenne. Ces repreneurs sont majoritairement déjà installés depuis plusieurs décennies. Il s'agit de rachats ou des réorganisations intragroupes, en particulier en hypermarchés et parfumeries.

Les **petites et moyennes entreprises** (PME) sont toujours présentes sur le marché de la reprise puisque leur nombre ne baisse que de 1,7 % contre - 9,1 % pour l'ensemble des repreneurs. D'autant que ces acheteurs peuvent faire des acquisitions moins onéreuses. Le prix d'achat recule depuis trois ans et tombe sous les 325 000 € en 2015.

Montant moyen des transactions en € par tranche d'effectif des acheteurs

| Tranche d'effectif des acheteurs | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| TPE (Moins de 10 salariés) | 169 594 | 173 528 | 169 274 | 167 281 | 162 700 | - 2,7 % | 34 474 | - 7,9 % |
| PME (10 à 249 salariés) | 354 494 | 405 392 | 388 055 | 379 673 | 324 742 | - 14,5 % | 4 348 | - 1,7 % |
| ETI Grandes entreprises (250 salariés et plus) | 523 654 | 568 545 | 462 202 | 437 939 | 465 669 | 6,3 % | 1 013 | - 48,1 % |
| Ensemble | 187 924 | 199 466 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

Montant moyen des transactions en € par taille des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans



Moins de repreneurs individuels, plus de sociétés à capitaux

Les reprises de fonds de commerce continuent de s'opérer majoritairement sous forme de société ou entreprise à responsabilité limitée (SARL, EURL). La société par actions simplifiée (SAS), notamment unipersonnelle (SASU) connaît cependant un succès grandissant. Ainsi, 50 % des repreneurs ont adopté une forme SARL (ou EURL) en 2015 alors qu'ils étaient 66 % il y a cinq ans. A l'inverse, la SAS (ou SASU) a été privilégiée par le tiers de repreneurs, soit trois fois plus qu'il y a cinq ans.

Le statut d'entrepreneur individuel est de moins en moins privilégié. Il a été adopté par 4 600 repreneurs (12 %) en 2015, soit moitié moins que cinq ans plus tôt.

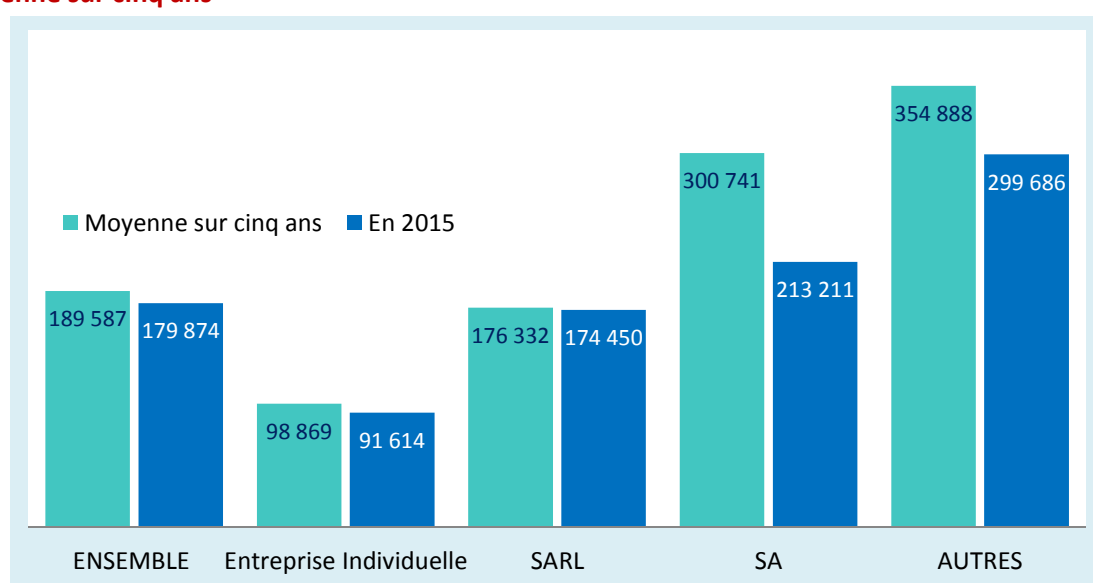
Au-delà de ces distributions relatives, le nombre de reprises sous ces formes juridiques classiques est en recul, en particulier pour les SARL et entrepreneurs individuels. Cependant, les reprises effectuées sous ces formes l'ont été sur la base de valorisations stables voire plus élevées en 2015 par rapport à 2014. La masse des autres catégories juridiques enregistre une augmentation sensible du nombre de reprises (+ 12,8 %). Il s'agit là essentiellement de sociétés en nom collectif (SNC) opérant dans les

activités de débit de tabac, débit de boissons, presse. En 2015, de nombreuses opérations sous forme de SNC ont également été traitées dans l'activité de crèmerie-fromage.

Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs

| Catégorie juridique des acheteurs | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Entreprises individuelles | 103 264 | 104 337 | 97 565 | 89 771 | 91 614 | 2,1 % | 4 604 | - 14 % |
| Sociétés à responsabilité limitée (SARL OU EURL) | 180 082 | 176 123 | 175 503 | 174 263 | 174 450 | 0,1 % | 19 930 | - 13,3 % |
| Sociétés par actions simplifiée (SAS ou SASU) | 340 615 | 376 101 | 286 890 | 259 746 | 213 211 | - 17,9 % | 13 384 | - 2,6 % |
| Autres | 368 843 | 387 313 | 359 298 | 341 009 | 299 686 | - 12,1 % | 1 917 | 12,8 % |
| Ensemble | 187 924 | 199 466 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

Montant moyen des transactions en € par catégorie juridique des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans



Les sociétés les plus anciennes se renforcent encore

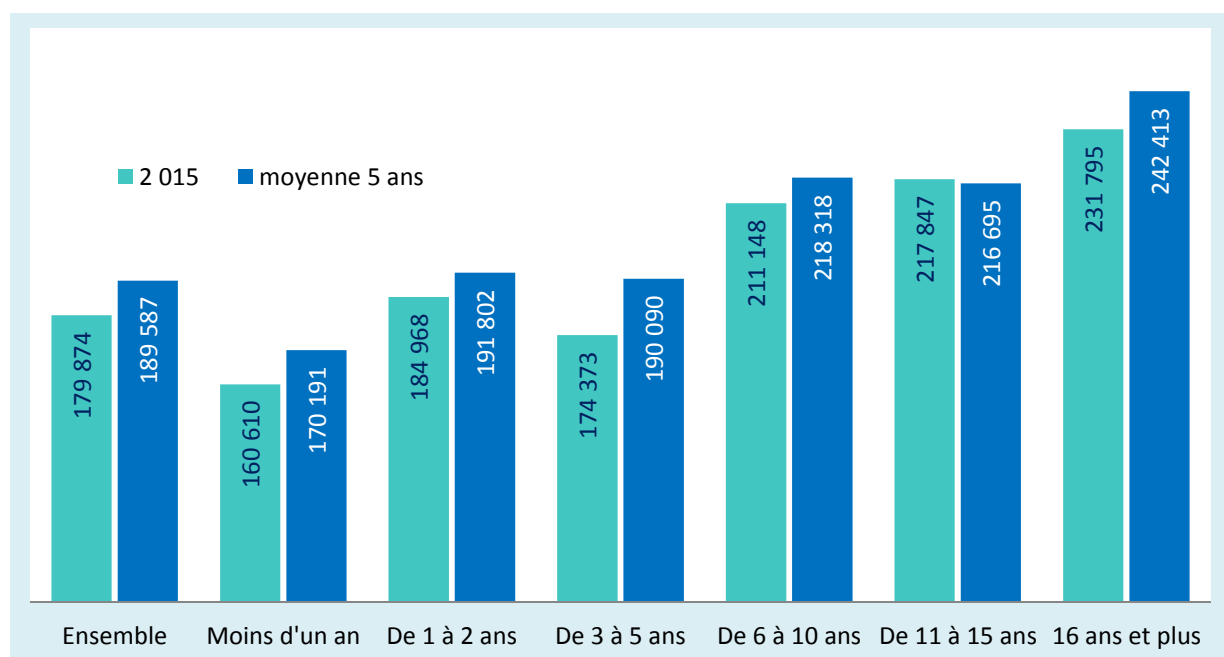
Plus de 18 000 entrepreneurs ont réalisé une opération de rachat de fonds de commerce dans le cadre d'une création d'entreprise, soit un peu moins d'un sur deux (46 %). Ce taux, encore significatif, se stabilise depuis trois ans mais demeure très en dessous des pourcentages relevés jusqu'en 2011 où il approchait les 55 %.

Le recul du nombre de transactions est observé sur l'ensemble des classes d'âges d'entreprises à l'exception des plus anciennes. En effet, 858 sociétés de plus de 50 ans (médiane à 58 ans) ont acquis un fonds de commerce en 2015 contre 480 en moyenne sur cinq ans. Un gros tiers d'entre elles appartiennent aux secteurs de l'industrie manufacturière et du commerce inter-entreprises, plus particulièrement dans le négoce de matériaux de construction et d'équipements industriels. Ces opérations portées par des entreprises plus anciennes se sont traitées en moyenne sur des valorisations de 400 000 €.

Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs

| Tranche d'âge des acheteurs | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Moins d'un an | 177 490 | 177 169 | 170 307 | 165 379 | 160 610 | - 2,9 % | 18 378 | - 7,6 % |
| De 1 à 2 ans | 184 007 | 192 793 | 201 303 | 195 939 | 184 968 | - 5,6 % | 6 818 | - 2,3 % |
| De 3 à 5 ans | 184 628 | 214 947 | 183 863 | 192 641 | 174 373 | - 9,5 % | 2 441 | - 12,6 % |
| De 6 à 10 ans | 198 462 | 208 833 | 218 425 | 254 720 | 211 148 | - 17,1 % | 3 417 | - 14,2 % |
| De 11 à 15 ans | 191 986 | 233 573 | 223 190 | 216 880 | 217 847 | 0,4 % | 2 409 | - 24,5 % |
| 16 ans et plus | 245 417 | 295 699 | 253 195 | 237 072 | 231 795 | - 2,2 % | 6 372 | - 8,6 % |
| Ensemble | 187 924 | 199 466 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

Montant moyen des transactions en € par tranche d'âge des acheteurs, comparaison 2015 vs moyenne sur cinq ans

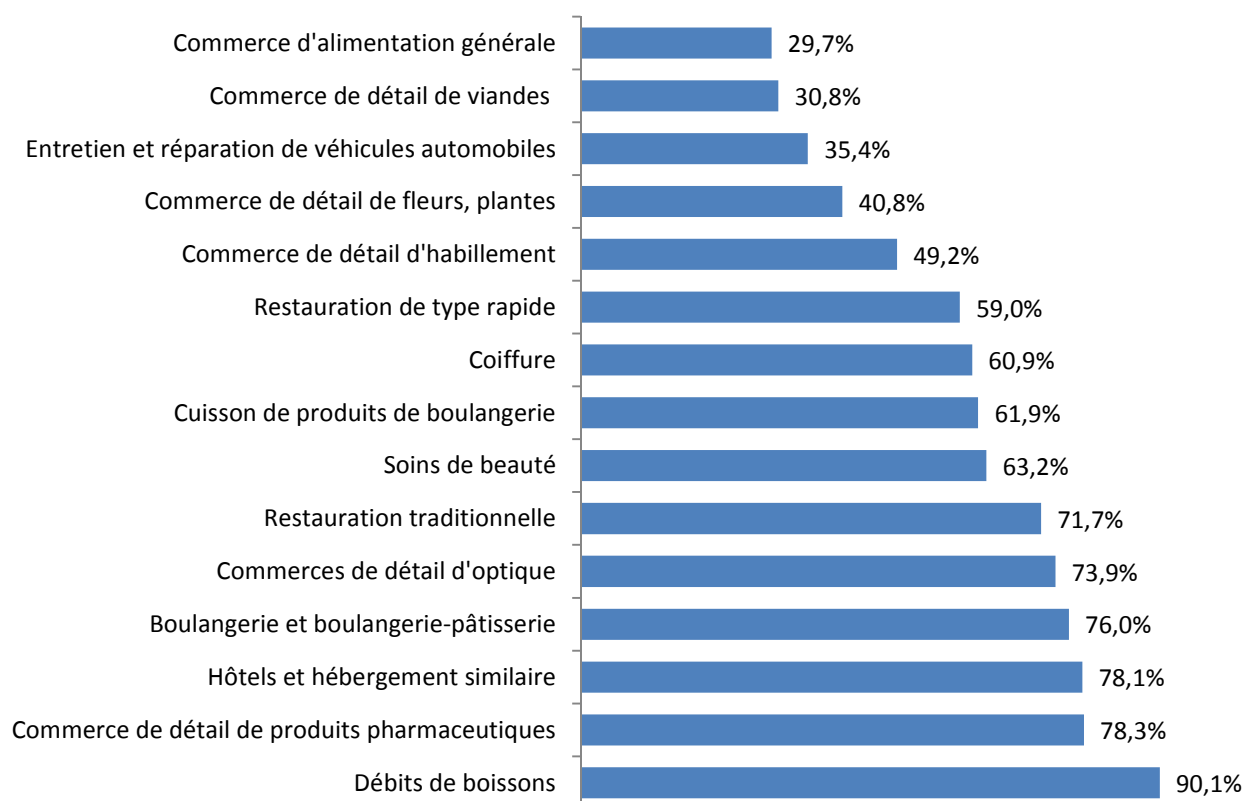


Distribution de l'ancienneté des fonds de commerce par % acheteurs/vendeurs

| Tranches d'âge Acheteurs / Vendeurs | % acheteurs 2013 | % vendeurs 2013 | % acheteurs 2014 | % vendeurs 2014 | % acheteurs 2015 | % vendeurs 2015 |
|--|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| Moins d'un an | 46,4 % | 0,5 % | 45,4 % | 0,6 % | 45,8 % | 0,4 % |
| De 1 à 2 ans | 17,2 % | 7,6 % | 15,9 % | 6,7 % | 17,1 % | 6,7 % |
| De 3 à 5 ans | 6,4 % | 18,2 % | 6,4 % | 17,6 % | 6,1 % | 16,9 % |
| De 6 à 10 ans | 9,1 % | 24,2 % | 9,1 % | 23,4 % | 8,6 % | 24,6 % |
| De 11 à 15 ans | 5,5 % | 12,8 % | 7,3 % | 12,4 % | 6,0 % | 13,5 % |
| 16 ans et plus | 15,3 % | 36,7 % | 15,9 % | 39,1 % | 16,0 % | 37,3 % |
| Ensemble | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

Le prix des fonds de commerce est bien entendu tiré par le chiffre d'affaires (CA) développé par le vendeur. Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, le prix moyen représente moins du tiers du CA dans l'alimentation générale ou la boucherie et près d'un an de chiffre d'affaires dans les débits de boissons. Dans la restauration, secteur fortement représenté, le prix des fonds se situe en moyenne à moins de 60 % du CA dans la restauration rapide et plus de 70 % dans la restauration traditionnelle.

Montant du fonds de commerce exprimé en % du chiffre d'affaires HT du vendeur





BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Le commerce et l'hébergement-restauration dominent les échanges

Les secteurs du **Commerce** et de l'**Hébergement, restauration, débits de boisson** (HCR) animent toujours les reprises de fonds de commerce. Ils représentent à eux seuls plus de la moitié (57 %) des transactions, malgré la désaffection qui affecte la restauration depuis trois ans.

Dans le **commerce**, les activités de vente & réparation de véhicules et de soin de la personne & optique (très majoritairement des pharmacies) concentrent le quart des transactions. La vente au détail d'habillement représente près d'une reprise de commerce sur dix. Les prix moyens des fonds se sont traités entre 1,060 million d'euros dans la pharmacie et moins de 80 000 € pour les activités de type fleuriste ou jardinerie. Les valorisations ont ainsi été de l'ordre de 90 000 € dans l'alimentation générale, 110 000 € en boucherie de détail, 140 000 € dans l'habillement, 200 000 € dans les magasins de presse ou 260 000 € dans l'optique.

En **HCR**, le prix moyen s'est établi à moins de 80 000 € en restauration rapide, aux environs de 160 000 € en restauration traditionnelle comme en débit de boissons et au-delà de 370 000 € en hôtel et hébergement similaire.

Les activités de coiffeur, soins de beauté et corporels forment l'essentiel des reprises dans les **services aux particuliers**. Les seuls coiffeurs ont enregistré plus de 1 300 reprises pour un prix moyen de 58 000 €, proche de celui des blanchisseries (60 000 €) et au-dessus de celui des soins de beauté (50 000 €).

Dans les **services aux entreprises**, le nombre d'acteurs recule après une très bonne année 2014. Globalement, les services techniques restent dynamiques et se sont échangés à 180 000 € dans le conseil, 190 000 € pour les experts comptables ou 220 000 € dans l'ingénierie. Dans les services administratifs, les activités d'aménagement paysager se sont traitées à 75 000 € en moyenne, moins de 110 000 € pour le nettoyage courant des bâtiments ou près de 190 000 € pour les agences de voyage.

Le prix moyen de cession repasse sous le seuil des 300 000 € dans l'**information & communication** en dépit de la hausse relevée dans les services informatiques (270 000 € en 2013, 311 000 € en 2014 et 334 000 € en 2015).

Dans le secteur **transport & logistique**, le nombre de transactions a augmenté de 7 % en 2015 mais la valorisation recule depuis 3 ans pour tomber à 156 000 €, soit 40 000 € en dessous de la moyenne à cinq ans. Un peu moins de la moitié (44 %) des échanges s'opère dans le transport de fret. L'interurbain comptabilise 173 reprises contre 151 un an plus tôt, pour un prix de cession tombant de 183 000 € à 177 000 €. Dans le fret de proximité, le prix de vente gagne 3 000 € à 125 000 € pour 154 transactions contre 166 en 2014.

L'**industrie** parvient à conserver un prix moyen au-delà de 200 000 € (209 000 €). Après une année peu animée avec seulement 4 000 reprises, 2015 reprend des couleurs avec 3 % de transactions

supplémentaires (4 134). Plus de la moitié des opérations ont été faites dans l'agroalimentaire, plus particulièrement chez les artisans boulangers dont le prix des fonds s'est renchéri de 179 000 € en 2014 à 191 000 € en 2015. Dans l'industrie manufacturière, les prix peinent à se maintenir. Le nombre de transactions est toutefois au-dessus de la moyenne à cinq ans dans les matériaux de construction ou la métallurgie-mécanique.

Dans la **construction**, le bâtiment représente plus de la moitié des transactions (56 %) mais aussi le prix moyen le plus bas du secteur à 98 000 €, qui est aussi le prix moyen relevé dans l'activité de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. A l'inverse, les travaux publics concentrent les valorisations les plus hautes du secteur de la construction à près de 430 000 €. Les agences immobilières peinent à maintenir un prix moyen de cession juste au-dessus des 100 000 €.

Montant moyen des transactions en € par secteur d'activité des acheteurs

| Secteur d'activité | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Agriculture | 149 472 | 154 998 | 248 003 | 145 542 | 174 428 | 19,8 % | 219 | 0,9 % |
| Construction | 119 493 | 130 055 | 139 326 | 148 587 | 117 048 | - 21,2 % | 3 122 | - 9,1 % |
| Commerce | 253 478 | 264 085 | 246 427 | 247 576 | 233 954 | - 5,5 % | 11 605 | - 9,4 % |
| Industrie | 199 909 | 233 381 | 218 572 | 222 537 | 208 765 | - 6,2 % | 4 134 | 3,1 % |
| Information & communication | 262 365 | 332 700 | 285 911 | 301 379 | 279 670 | - 7,2 % | 583 | - 9,3 % |
| Transport & logistique | 175 164 | 223 808 | 207 566 | 182 119 | 156 101 | - 14,3 % | 741 | 7,2 % |
| Activités d'assurance et financières | 340 555 | 392 820 | 351 844 | 399 116 | 371 643 | - 6,9 % | 648 | 7,6 % |
| Services aux entreprises | 206 615 | 247 655 | 220 642 | 214 011 | 202 315 | - 5,5 % | 3 429 | - 8,7 % |
| Services aux particuliers | 68 698 | 66 753 | 66 920 | 62 332 | 61 064 | - 2 % | 2 604 | - 3,6 % |
| Hébergement, restauration, débits de boissons | 158 763 | 159 341 | 160 520 | 149 614 | 150 865 | 0,8 % | 11 337 | - 1,7 % |
| Ensemble des secteurs | 187 924 | 199 466 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

Montant moyen des transactions en € par activité des acheteurs

| Activité | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|---|---------|---------|---------|---------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Construction | | | | | | | |
| Bâtiment | 91 939 | 112 688 | 121 087 | 98 092 | - 19,0 % | 1 757 | - 9,1 % |
| Travaux publics | 324 736 | 391 874 | 420 092 | 428 546 | 2 % | 112 | 6,7 % |
| Agences immobilières | 131 407 | 111 587 | 122 183 | 101 950 | - 16,6 % | 490 | - 4,1 % |
| Autres activités immobilières | 277 451 | 257 940 | 283 030 | 273 461 | - 3,4 % | 691 | - 14,6 % |
| Commerce | | | | | | | |
| Commerce & réparation véhicules | 150 235 | 151 348 | 117 121 | 132 262 | 12,9 % | 1 555 | 3,3 % |
| Magasins multi-rayons | 161 885 | 179 002 | 301 617 | 192 688 | - 36,1 % | 1 342 | - 37,8 % |
| Détail alimentaire | 153 571 | 137 816 | 137 869 | 141 906 | 2,9 % | 1 968 | 11,2 % |
| Bricolage & équipement du foyer | 124 174 | 122 995 | 135 726 | 129 472 | - 4,6 % | 604 | - 10,8 % |
| Sport & loisirs | 181 105 | 165 677 | 176 465 | 186 528 | 5,7 % | 594 | - 11,9 % |
| Commerce d'habillement | 161 172 | 137 131 | 143 600 | 142 165 | - 1 % | 1 053 | - 12,2 % |
| Soin de la personne & optique | 945 042 | 863 146 | 816 102 | 770 232 | - 5,6 % | 1 357 | 5,0 % |
| Vente hors magasin | 89 228 | 87 624 | 101 284 | 107 686 | 6,3 % | 383 | 3,5 % |
| Autres commerces de détail | 101 775 | 111 991 | 104 999 | 107 899 | 2,8 % | 915 | - 16,4 % |
| Carburants & combustibles | 213 104 | 372 507 | 194 564 | 200 378 | 3 % | 123 | - 11,5 % |
| Autres commerce interentreprises | 328 946 | 317 328 | 173 411 | 267 265 | 54,1 % | 283 | 16,9 % |
| Centrales d'achat | 319 099 | 246 513 | 310 010 | 240 555 | - 22,4 % | 122 | - 18,7 % |
| Alimentaire (interentreprises) | 236 586 | 307 327 | 258 203 | 182 836 | - 29,2 % | 273 | - 11,1 % |
| Textile, habillement (interentreprises) | 167 337 | 130 278 | 154 003 | 139 014 | - 9,7 % | 125 | - 7,4 % |
| Biens domestiques (interentreprises) | 375 720 | 350 626 | 435 189 | 286 228 | - 34,2 % | 248 | 3,3 % |
| Équipements informatiques & électroniques (interentreprises) | 378 797 | 260 884 | 237 236 | 134 476 | - 43,3 % | 69 | - 20,7 % |
| Machines & équipements (interentreprises) | 256 266 | 227 403 | 257 832 | 188 444 | - 26,9 % | 345 | - 16,1 % |
| Matériaux de construction, sanitaire... (interentreprises) | 381 207 | 270 573 | 231 862 | 300 778 | 29,7 % | 246 | - 30,7 % |

| Activité | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|---|---------|---------|-----------|-----------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Industrie | | | | | | | |
| Industrie alimentaire | 205 367 | 199 574 | 186 270 | 191 643 | 2,9 % | 2 347 | 1,6 % |
| Textile, habillement, cuir | 193 119 | 262 505 | 147 280 | 234 070 | 58,9 % | 121 | 24,7 % |
| Bois, matériaux de construction | 459 366 | 211 307 | 385 722 | 292 840 | - 24,1 % | 192 | 9,1 % |
| Imprimerie | 167 947 | 86 059 | 107 186 | 110 170 | 2,8 % | 113 | - 2,6 % |
| Énergie, eau, environnement | 305 809 | 363 618 | 477 871 | 338 133 | - 29,2 % | 227 | 9,7 % |
| Chimie, pharmacie | 766 282 | 916 200 | 1 224 576 | 1 351 678 | 10,4 % | 66 | - 16,5 % |
| Caoutchouc, plastique | 313 441 | 217 651 | 307 033 | 225 373 | - 26,6 % | 78 | 0,0 % |
| Métallurgie, mécanique | 182 368 | 281 117 | 156 296 | 148 388 | - 5,1 % | 296 | 14,3 % |
| Informatique, électronique | 384 255 | 326 481 | 159 855 | 318 374 | 99,2 % | 31 | - 11,4 % |
| Machines et équipements | 190 078 | 255 886 | 323 656 | 590 798 | 82,5 % | 83 | 20,3 % |
| Autres industries manufacturières | 173 836 | 152 349 | 293 526 | 128 899 | - 56,1 % | 168 | - 14,3 % |
| Réparation, maintenance | 166 606 | 124 303 | 189 700 | 179 465 | - 5,4 % | 236 | 8,8 % |
| Information & Communication | | | | | | | |
| Services informatiques | 346 331 | 269 734 | 310 917 | 333 771 | 7,4 % | 324 | - 5,3 % |
| Édition | 155 725 | 435 971 | 182 950 | 240 147 | 31,3 % | 90 | 7,1 % |
| Films & son | 380 713 | 191 755 | 184 697 | 185 612 | 0,5 % | 60 | - 6,3 % |
| Télécommunications | 336 999 | 225 387 | 369 849 | 181 392 | - 51 % | 51 | - 32 % |
| Transport | | | | | | | |
| Transport routier de marchandises | 153 639 | 163 361 | 148 203 | 155 867 | 5,2 % | 366 | 4,6 % |
| Transport routier de voyageurs | 168 267 | 132 841 | 109 087 | 106 054 | - 2,8 % | 204 | 21,4 % |
| Services de transport | 532 901 | 545 900 | 361 079 | 236 173 | - 34,6 % | 154 | 0,7 % |
| Activités d'assurance et financières | | | | | | | |
| Activités financières | 625 336 | 511 437 | 684 113 | 505 569 | - 26,1 % | 404 | 6,3 % |
| Activités d'assurance | 317 775 | 276 883 | 341 223 | 305 796 | - 10,4 % | 244 | 9,9 % |

| Activité | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| Services aux entreprises | | | | | | | |
| Services techniques aux entreprises | 214 233 | 199 841 | 242 004 | 212 284 | - 12,3 % | 1 538 | - 1,2 % |
| Activités de location | 264 498 | 279 391 | 188 060 | 211 590 | 12,5 % | 287 | - 36,9 % |
| Mise à disposition de ressources humaines | 265 646 | 198 696 | 198 015 | 142 690 | - 27,9 % | 100 | 40,8 % |
| Voyages | 159 430 | 151 405 | 138 783 | 177 753 | 28,1 % | 95 | - 20,2 % |
| Sécurité | 301 452 | 142 982 | 141 215 | 174 963 | 23,9 % | 65 | - 9,7 % |
| Nettoyage de bâtiments | 103 235 | 113 669 | 97 157 | 101 105 | 4,1 % | 202 | 10,4 % |
| Services administratifs de bureau | 363 519 | 296 258 | 212 224 | 221 384 | 4,3 % | 61 | 5,2 % |
| Autres activités de soutien aux entreprises | 134 018 | 144 817 | 180 983 | 164 024 | - 9,4 % | 307 | -0,3 % |
| Services aux particuliers | | | | | | | |
| Activités de réparation | 69 721 | 67 638 | 75 414 | 59 253 | - 21,4 % | 142 | - 20,7 % |
| Coiffeurs, soins de beauté et corporels | 64 394 | 64 481 | 56 556 | 55 869 | - 1,2 % | 1 971 | -0,5 % |
| Autres services à la personne | 76 123 | 77 748 | 80 406 | 82 424 | 2,5 % | 491 | - 9,1 % |
| Hébergement, Restauration, Débits de boissons | | | | | | | |
| Hébergement | 322 981 | 351 248 | 326 171 | 333 854 | 2,4 % | 836 | - 10,5 % |
| Restauration | 138 708 | 139 275 | 129 778 | 129 912 | 0,1 % | 7 661 | - 7,6 % |
| Débits de boissons | 177 306 | 174 750 | 155 157 | 156 760 | 1 % | 2 840 | 22,9 % |
| Autres activités | | | | | | | |
| Santé humaine | 531 510 | 364 845 | 285 114 | 250 715 | - 12,1 % | 312 | 3,7 % |
| Action sociale | 430 743 | 215 805 | 116 289 | 244 029 | 81,3 % | 128 | 20,8 % |
| Activités culturelles | 163 834 | 234 047 | 198 407 | 225 510 | 13,7 % | 53 | 20,5 % |
| Activités sportives | 135 794 | 148 605 | 137 844 | 159 548 | 15,7 % | 112 | 0,9 % |
| Autres activités récréatives | 110 336 | 166 361 | 130 924 | 123 256 | - 5,9 % | 113 | 8,7 % |
| Enseignement | 113 325 | 81 649 | 110 418 | 114 915 | 4,1 % | 352 | 12,5 % |
| Ensemble des activités | 187 924 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Des valorisations plus élevées à l'Ouest qu'à l'Est

La France métropolitaine est globalement coupée en trois. Le nord du pays jusqu'à l'Île-de-France affiche des prix moyens de cession au-delà de 200 000 €. Sur une frange sud-ouest nord-ouest, les prix se situent aux environs de 165 000 € et tombent en moyenne sous les 150 000 € sur un couloir sud-nord-est. L'extrême du Sud-Est enregistre un prix moyen supérieur à 180 000 €.

Sur les **départements et régions d'outre-mer**, si la Guyane reste en retrait avec un prix moyen de cession à moins de 80 000 €, Guadeloupe, Martinique et Réunion se distinguent en revanche par des valorisations très au-dessus de 200 000 €.

En France métropolitaine, c'est l'**Île-de-France** qui affiche le prix moyen le plus haut à 237 000 € mais en chute sensible (- 17 %) sur un an, lesté par Paris où les transactions ont reculé de 19 %. Avec 3 085 reprises, Paris représente 40 % du total des reprises de la région. Le prix moyen de cession résiste sur un an à 269 000 €. Dans les Hauts-de-Seine, la valorisation tombe sous 300 000 € mais le nombre de reprises de fonds gagne 1 %.

La **Picardie** occupe la deuxième marche du podium avec un prix moyen à 208 000 €, montant tiré par la Somme (247 000 €). L'Oise revient au-dessus de 200 000 € comme en 2012 et 2013.

Le **Nord-Pas-de-Calais** monte sur le podium avec un prix moyen à 202 000 € au-delà de sa moyenne à cinq ans (195 000 €). Chacun des deux départements se situe au-dessus de 200 000 €.

Le sud-est, (**Corse** et **Provence-Alpes-Côte d'Azur**) affiche un prix moyen voisin de 181 000 €. La Corse du Sud et les Alpes-Maritimes sont au plus haut à 209 000 €. Les Bouches-du-Rhône et le Var approchent 180 000 €.

Les régions enregistrant un prix moyen compris entre 160 000 € et 180 000 € sont toutes situées à l'ouest, exception faite de l'**Alsace** à 163 000 €.

La **Bretagne** parvient à conserver une valorisation (175 000 €) proche de la moyenne nationale mais ce prix recule chaque année depuis 2012 (204 000 €). Cette valeur tirée en 2015 par l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan, est voisine de 190 000 €. La **Basse-Normandie** se maintient au-dessus de 170 000 € tirée par le Calvados proche de 200 000 €. Suivent **Poitou-Charentes** (163 000 €), **Aquitaine** (164 000 €), **Haute-Normandie** et **Pays de la Loire** (167 000 €).

Dans le sud, **Midi-Pyrénées** est dans sa moyenne sur cinq ans à 156 000 € tandis que **Languedoc-Roussillon** est en dessous à 152 000 € mais a gagné 4 000 € sur un an.

Rhône-Alpes, qui était au-delà de 170 000 € depuis trois ans, retombe à 155 000 € en 2015. Seules les deux Savoie conservent des prix au-dessus de 170 000 €.

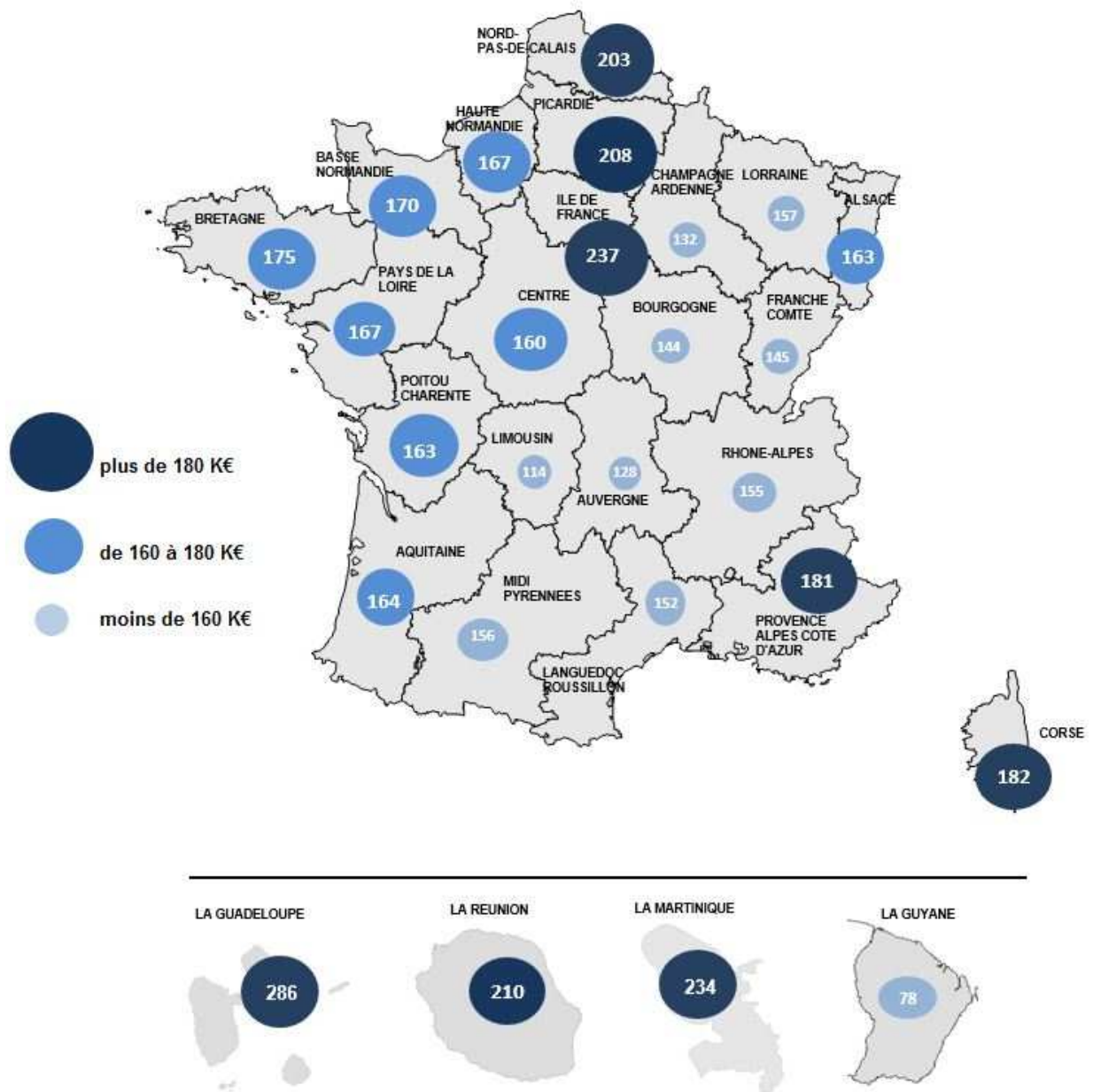
La région **Centre** tombe juste sous les 160 000 € malgré des prix au-delà de 170 000 € en Eure-et-Loir et Loiret.

Le **Limousin** à 114 000 € ferme la marche, devancé par **l'Auvergne** (128 000 €), **Champagne-Ardenne** (132 000 €) et **Bourgogne** (143 000 €).

Montant moyen des transactions en € par région des acheteurs

| Région des acheteurs | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 vs 2014 |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Alsace | 167 152 | 175 463 | 179 237 | 162 666 | - 9,2 % | 875 | - 7,1 % |
| Aquitaine | 184 392 | 165 708 | 159 057 | 163 596 | 2,9 % | 2 174 | - 13,7 % |
| Auvergne | 132 245 | 151 033 | 135 392 | 128 219 | - 5,3 % | 834 | - 13,2 % |
| Basse-Normandie | 191 475 | 204 749 | 175 899 | 170 419 | - 3,1 % | 1 228 | - 8,2 % |
| Bourgogne | 146 208 | 149 655 | 162 412 | 143 739 | - 11,5 % | 973 | - 11,3 % |
| Bretagne | 203 540 | 191 980 | 185 073 | 174 628 | - 5,6 % | 2 223 | - 6 % |
| Centre | 186 474 | 183 964 | 164 171 | 159 681 | - 2,7 % | 1 247 | - 11,6 % |
| Champagne-Ardenne | 198 867 | 168 824 | 168 073 | 132 030 | - 21,4 % | 655 | - 7,5 % |
| Corse | 167 100 | 180 274 | 218 531 | 182 256 | - 16,6 % | 251 | 0,8 % |
| Franche-Comté | 165 885 | 122 946 | 123 909 | 145 312 | 17,3 % | 647 | - 2,7 % |
| Haute-Normandie | 182 841 | 200 051 | 183 297 | 166 803 | - 9 % | 933 | - 13,4 % |
| Île-de-France | 245 075 | 268 597 | 285 150 | 237 263 | - 16,8 % | 7 722 | - 13,2 % |
| Languedoc-Roussillon | 180 704 | 158 291 | 147 593 | 151 979 | 3 % | 1 880 | - 7,5 % |
| Limousin | 152 474 | 158 514 | 140 451 | 114 057 | - 18,8 % | 457 | - 13,6 % |
| Lorraine | 163 080 | 146 494 | 137 521 | 157 447 | 14,5 % | 1 050 | - 15,0 % |
| Midi-Pyrénées | 163 178 | 153 649 | 147 669 | 155 886 | 5,6 % | 1 829 | - 7,7 % |
| Nord-Pas-de-Calais | 180 416 | 188 255 | 179 047 | 202 814 | 13,3 % | 1 510 | - 4,6 % |
| Pays de la Loire | 179 529 | 171 799 | 168 201 | 166 960 | -0,7 % | 2 303 | - 3,7 % |
| Picardie | 200 302 | 190 700 | 201 829 | 208 052 | 3,1 % | 773 | - 9,2 % |
| Poitou-Charentes | 184 845 | 173 639 | 150 655 | 162 509 | 7,9 % | 1 037 | - 6,7 % |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 184 177 | 183 340 | 175 698 | 180 582 | 2,8 % | 3 729 | - 7,5 % |
| Rhône-Alpes | 172 973 | 171 802 | 172 177 | 154 569 | - 10,2 % | 4 914 | - 6,3 % |
| D.O.M | 288 090 | 204 910 | 245 982 | 218 433 | - 11,2 % | 557 | 3,1 % |
| Total France | 199 466 | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

**Carte de France des montants moyens de transactions en K€
 par région des acheteurs en 2015**



Montant moyen des transactions en € par département des acheteurs

| Régions des acheteurs | Dpt | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 |
|-----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Alsace | 67 | 190 575 | 192 478 | 161 950 | - 16 % | 519 | - 12 % |
| | 68 | 149 557 | 155 693 | 163 792 | 5 % | 356 | 1 % |
| Aquitaine | 24 | 129 390 | 114 815 | 130 897 | 14 % | 275 | - 32 % |
| | 33 | 154 057 | 180 701 | 177 278 | - 2 % | 962 | - 11 % |
| | 40 | 211 143 | 165 327 | 167 756 | 1 % | 253 | - 22 % |
| | 47 | 153 749 | 142 655 | 155 438 | 9 % | 201 | - 6 % |
| | 64 | 188 876 | 146 122 | 159 140 | 9 % | 483 | - 4 % |
| Auvergne | 03 | 171 847 | 139 426 | 94 586 | - 32 % | 208 | 5 % |
| | 15 | 142 550 | 133 557 | 114 378 | - 14 % | 96 | - 18 % |
| | 43 | 146 495 | 101 448 | 148 744 | 47 % | 152 | - 22 % |
| | 63 | 143 587 | 149 275 | 142 714 | - 4 % | 378 | - 16 % |
| Basse-Normandie | 14 | 216 061 | 195 862 | 196 412 | 0 % | 619 | - 19 % |
| | 50 | 226 799 | 170 561 | 156 027 | - 9 % | 397 | 3 % |
| | 61 | 125 282 | 106 978 | 119 372 | 12 % | 212 | 9 % |
| Bourgogne | 21 | 174 991 | 161 666 | 166 814 | 3 % | 299 | - 17 % |
| | 58 | 124 151 | 105 578 | 130 493 | 24 % | 114 | - 4 % |
| | 71 | 114 614 | 141 561 | 127 158 | - 10 % | 407 | - 9 % |
| | 89 | 210 855 | 249 286 | 155 079 | - 38 % | 153 | - 11 % |
| Bretagne | 22 | 158 143 | 150 665 | 153 867 | 2 % | 462 | 0 % |
| | 29 | 209 458 | 185 219 | 161 393 | - 13 % | 565 | 0 % |
| | 35 | 189 857 | 192 055 | 190 307 | - 1 % | 690 | - 11 % |
| | 56 | 200 259 | 205 172 | 188 550 | - 8 % | 506 | - 10 % |
| Centre | 18 | 179 343 | 171 073 | 110 756 | - 35 % | 165 | - 8 % |
| | 28 | 166 088 | 159 692 | 178 501 | 12 % | 191 | - 7 % |
| | 36 | 149 975 | 119 181 | 165 228 | 39 % | 127 | - 26 % |
| | 37 | 192 335 | 145 391 | 163 210 | 12 % | 325 | - 13 % |
| | 41 | 152 010 | 142 652 | 156 550 | 10 % | 175 | - 4 % |
| | 45 | 222 832 | 226 708 | 173 872 | - 23 % | 264 | - 11 % |

| Régions des acheteurs | Dpt | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 |
|-----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Champagne-Ardenne | 08 | 213 200 | 177 563 | 129 499 | - 27 % | 150 | 33 % |
| | 10 | 129 744 | 131 047 | 123 448 | - 6 % | 127 | - 41 % |
| | 51 | 158 533 | 194 487 | 136 636 | - 30 % | 295 | 2 % |
| | 52 | 218 708 | 148 725 | 134 331 | - 10 % | 83 | - 9 % |
| Corse | 2A | 148 052 | 229 268 | 209 379 | - 9 % | 109 | 7 % |
| | 2B | 216 266 | 213 007 | 162 882 | - 24 % | 142 | - 3 % |
| Franche-Comté | 25 | 140 762 | 125 292 | 160 752 | 28 % | 320 | 11 % |
| | 39 | 121 223 | 113 031 | 138 646 | 23 % | 158 | - 21 % |
| | 70 | 99 749 | 146 712 | 115 972 | - 21 % | 104 | - 8 % |
| | 90 | 105 171 | 107 834 | 142 302 | 32 % | 65 | 2 % |
| Haute-Normandie | 27 | 187 758 | 177 201 | 158 156 | - 11 % | 264 | - 12 % |
| | 76 | 205 617 | 185 794 | 170 244 | - 8 % | 669 | - 14 % |
| Île-de-France | 75 | 284 235 | 270 960 | 269 313 | - 1 % | 3 085 | - 19 % |
| | 77 | 205 303 | 220 520 | 174 153 | - 21 % | 561 | - 4 % |
| | 78 | 211 903 | 247 715 | 201 586 | - 19 % | 621 | - 14 % |
| | 91 | 259 798 | 529 756 | 197 065 | - 63 % | 535 | - 7 % |
| | 92 | 314 632 | 357 548 | 297 527 | - 17 % | 1 229 | 1 % |
| | 93 | 227 011 | 179 670 | 166 356 | - 7 % | 671 | - 8 % |
| | 94 | 257 926 | 244 082 | 201 274 | - 18 % | 623 | - 16 % |
| | 95 | 274 083 | 203 640 | 184 675 | - 9 % | 397 | - 21 % |
| Languedoc-Roussillon | 11 | 109 192 | 96 259 | 121 063 | 26 % | 263 | - 9 % |
| | 30 | 175 906 | 140 109 | 154 787 | 10 % | 430 | - 1 % |
| | 34 | 164 882 | 164 401 | 165 699 | 1 % | 816 | - 7 % |
| | 48 | 176 723 | 143 569 | 114 577 | - 20 % | 51 | - 28 % |
| | 66 | 150 860 | 156 142 | 144 098 | - 8 % | 320 | - 12 % |
| Limousin | 19 | 139 800 | 137 083 | 120 349 | - 12 % | 175 | - 2 % |
| | 23 | 186 838 | 158 996 | 97 761 | - 39 % | 60 | - 22 % |
| | 87 | 166 540 | 136 756 | 113 626 | - 17 % | 222 | - 19 % |

| Région des acheteurs | Dpt | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 |
|----------------------|-----|---------|---------|---------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Lorraine | 54 | 160 593 | 153 714 | 147 725 | - 4 % | 320 | - 11 % |
| | 55 | 171 029 | 130 273 | 134 306 | 3 % | 78 | - 6 % |
| | 57 | 143 395 | 129 889 | 186 777 | 44 % | 420 | - 20 % |
| | 88 | 122 639 | 133 448 | 126 757 | - 5 % | 232 | - 13 % |
| Midi-Pyrénées | 09 | 132 579 | 140 910 | 172 015 | 22 % | 83 | 9 % |
| | 12 | 115 771 | 134 244 | 146 258 | 9 % | 169 | - 27 % |
| | 31 | 164 754 | 164 627 | 179 245 | 9 % | 777 | - 12 % |
| | 32 | 267 402 | 112 881 | 169 358 | 50 % | 127 | - 7 % |
| | 46 | 141 598 | 155 075 | 130 971 | - 16 % | 136 | 7 % |
| | 65 | 132 682 | 159 414 | 116 523 | - 27 % | 143 | 4 % |
| | 81 | 126 194 | 109 570 | 121 875 | 11 % | 241 | - 8 % |
| | 82 | 128 699 | 159 564 | 145 287 | - 9 % | 153 | 15 % |
| Nord-Pas-de-Calais | 59 | 202 699 | 157 360 | 201 158 | 28 % | 913 | - 9 % |
| | 62 | 167 737 | 219 008 | 205 403 | - 6 % | 597 | 3 % |
| Pays de la Loire | 44 | 179 671 | 186 437 | 197 144 | 6 % | 816 | - 8 % |
| | 49 | 164 852 | 164 459 | 179 643 | 9 % | 461 | 0 % |
| | 53 | 132 285 | 112 915 | 116 773 | 3 % | 246 | 0 % |
| | 72 | 161 514 | 174 333 | 154 782 | - 11 % | 266 | - 24 % |
| | 85 | 187 840 | 162 976 | 135 123 | - 17 % | 514 | 15 % |
| Picardie | 02 | 136 068 | 195 775 | 152 245 | - 22 % | 192 | - 14 % |
| | 60 | 215 130 | 171 233 | 212 805 | 24 % | 328 | 4 % |
| | 80 | 218 450 | 237 939 | 246 648 | 4 % | 253 | - 19 % |
| Poitou-Charentes | 16 | 157 312 | 125 433 | 156 320 | 25 % | 174 | - 4 % |
| | 17 | 182 102 | 171 497 | 171 966 | 0 % | 486 | - 8 % |
| | 79 | 161 458 | 144 161 | 170 527 | 18 % | 174 | - 16 % |
| | 86 | 175 512 | 120 836 | 135 976 | 13 % | 203 | 4 % |

| Région des acheteurs | Dpt | 2013 | 2014 | 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 | Nombre transactions 2015 | Évolution 2015 Vs 2014 |
|----------------------------|-----|----------------|----------------|----------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 04 | 125 295 | 109 848 | 132 366 | 20 % | 152 | 23 % |
| | 05 | 129 200 | 179 277 | 139 890 | - 22 % | 138 | - 13 % |
| | 06 | 198 323 | 194 256 | 208 786 | 7 % | 938 | - 7 % |
| | 13 | 185 181 | 176 877 | 179 863 | 2 % | 1 273 | - 8 % |
| | 83 | 184 678 | 166 577 | 179 205 | 8 % | 832 | - 7 % |
| | 84 | 185 656 | 167 341 | 126 696 | - 24 % | 396 | - 14 % |
| Rhône-Alpes | 01 | 131 895 | 187 815 | 148 221 | - 21 % | 387 | - 7 % |
| | 07 | 140 056 | 113 528 | 110 550 | - 3 % | 226 | 5 % |
| | 26 | 195 956 | 178 363 | 122 113 | - 32 % | 375 | 1 % |
| | 38 | 141 581 | 160 696 | 148 540 | - 8 % | 803 | - 8 % |
| | 42 | 139 544 | 129 630 | 135 399 | 4 % | 588 | - 21 % |
| | 69 | 189 096 | 190 615 | 165 857 | - 13 % | 1 576 | - 1 % |
| | 73 | 191 127 | 178 863 | 170 113 | - 5 % | 396 | - 8 % |
| | 74 | 189 611 | 189 812 | 179 855 | - 5 % | 563 | - 7 % |
| D.O.M | 97 | 204 910 | 245 982 | 218 433 | - 11,2 % | 557 | 3,1 % |
| Total France | | 191 066 | 189 604 | 179 874 | - 5,1 % | 39 835 | - 9,1 % |

Annexe

Note méthodologique

Le champ d'analyse :

Lors de la vente d'un fonds de commerce, les formalités de publicité incombent à l'acquéreur. C'est pourquoi le baromètre BODACC analyse des transactions du point de vue du repreneur plus que du vendeur. Le périmètre d'analyse porte sur l'exploitation de l'ensemble des annonces de ventes et cessions publiées au BODACC depuis 2008. Les mentions clés publiées au BODACC, à savoir la date de l'acte, les coordonnées du repreneur, le montant d'acquisition du fonds et les coordonnées du précédent propriétaire ont été enrichies de données complémentaires extraites des bases de données Altaires.

Définition de la moyenne des prix d'acquisition :

Le prix moyen représente la somme des montants d'acquisition des fonds divisée par le nombre de transactions. Cette moyenne est calculée sur la population des transactions dont le montant est compris entre 10 K€ et 10 M€. Ce champ spécifique permet de dégager des tendances cohérentes sur les prix d'acquisitions pratiqués.

En effet, quelques opérations très fortes peuvent perturber les résultats. Ainsi en 2015, trente et une ventes de plus de 10 M€ ont été observées représentant un montant global de 1,7 milliards d'€.

A l'inverse, les plus faibles transactions inférieures à 10 K€, si elles sont moins perturbantes du fait de leur faible montant et de leur petit nombre (3 % de l'ensemble des transactions en 2015), traduisent mal la réalité des reprises économiques.

Nomenclature d'activités :

La distribution des secteurs d'activité s'appuie sur la nouvelle nomenclature des activités françaises (NAF) révisée au 1^{er} janvier 2008. Les regroupements établis sont des formats standards couramment utilisés dans le cadre des études économiques.

| Secteurs d'activité agrégés | Codes NAF associés |
|---|--------------------|
| Agriculture | 01 à 03 |
| Construction | 41 à 43 et 68 |
| Commerce | 45 à 47 |
| Industrie | 05 à 39 |
| Information & communication | 58 à 63 |
| Transport & logistique | 49 à 53 |
| Activités financières et d'assurance | 64 à 66 hors 6420Z |
| Services aux entreprises | 69 à 82 et 6420Z |
| Services aux particuliers | 95 à 98 |
| Hébergement, restauration, débits de boissons | 55 à 56 |
| Autres activités | 84 à 94 et 99 |

Glossaire

Fonds de commerce :

Entité économique d'éléments affectés à l'exploitation d'une activité commerciale. Ces éléments constituent la valeur du fonds. On distingue les éléments corporels (matériels, marchandises, équipements...) et les éléments incorporels (clientèle, droit au bail, nom commercial, enseigne...). La vente des fonds de commerce fait l'objet de précautions particulières en termes de publicité pour sauvegarder les intérêts des créanciers du vendeur. En effet, les éventuels créanciers disposent de dix jours à compter de la publicité au *BODACC* pour faire opposition à la cession.

Ventes et cessions :

Opération juridique au cours de laquelle la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens ou d'un droit passe du patrimoine du cédant à celui du cessionnaire (bénéficiaire de la cession). Il en est ainsi pour les ventes et cessions de fonds de commerce. Sont ainsi publiés aux *BODACC* les transferts de propriété de fonds de commerce par achat, par apport ou par apport partiel d'actifs. La transaction peut porter tant sur un établissement, un droit au bail ou une simple branche d'activité.

L'acte de cession de fonds doit faire l'objet d'une première publicité dans un journal d'annonces légales local, puis d'une publication nationale au *BODACC*. Outre les informations relatives à ce dernier, l'avis au *BODACC* comprend le fonds acquis, le type d'acquisition (achat, apport...), le montant de la transaction, les coordonnées du précédent propriétaire ainsi que les références de la publicité préalable dans un Journal d'annonces légales et les conditions pour faire opposition. Les créanciers du vendeur ont dix jours à compter de cette publicité pour former opposition au prix de vente du fonds. Cette opposition a pour effet d'empêcher que le prix de la cession, placé sur un compte de séquestre, ne soit remis au vendeur. La somme bloquée sur le séquestre constitue une garantie pour les éventuels créanciers. Ainsi un acquéreur qui paierait le vendeur sans avoir procédé aux publicités nécessaires ou avant les délais des dix jours, peut en outre se voir contraint de rembourser les éventuelles créances du vendeur. C'est ce qui explique que ce soit l'acquéreur qui procède aux formalités de publicité.

Transaction :

Convention conclue par acte authentique ou sous seing privé stipulant les engagements réciproques interdépendants des parties prenantes à la vente de fonds de commerce (cédant et cessionnaire).

Repreneur :

Unité légale (entreprise individuelle ou entreprise) qui reprend totalement ou partiellement, l'activité d'un ou plusieurs établissements économiques d'une autre unité légale.



BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales



Catégorie juridique :

La catégorie juridique décrit le statut juridique de l'entreprise. Les différentes formes juridiques ont été créées par la loi, soit pour réglementer une activité, soit pour répondre à un vide juridique, mais le but est toujours d'adapter le droit aux réalités et aux besoins économiques. Le droit des affaires distingue :

- l'entrepreneur indépendant (artisan, commerçant...);
- la société (SARL, SA...);
- le groupement (GIE, association).

Etablissement :

Pour le répertoire Sirene (répertoire des entreprises et des établissements réalisé par l'INSEE), un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). Un établissement se compose d'un lieu et d'une activité. On distingue trois types d'établissement :

- **établissement principal** : lieu où s'exerce l'activité principale d'une entreprise. Généralement, cet établissement se situe à l'adresse du siège social ;
- **établissement complémentaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe dans le même ressort du greffe du tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal ;
- **établissement secondaire** : établissement supplémentaire à l'établissement principal. L'adresse de cet établissement se situe en dehors de ressort du greffe de tribunal de commerce où a été inscrit l'établissement principal.

Entreprise :

Personne physique ou morale exerçant de manière indépendante une activité professionnelle non salariée.

Il existe deux grandes catégories d'entreprises :

- **l'entreprise individuelle** qui ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de son exploitant (par exemple : commerçant, artisan, profession libérale, exploitant agricole...);
- **l'entreprise dite personne morale** (par exemple : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL)...).